



***La classe ouvrière n'existe plus...
mais elle prend tout sur la gueule.***

Georges Labica, philosophe

Agir pour avancer et pour gagner

Celanese, Federal Mogul, plusieurs autres entreprises petites ou grandes du département licencient à tour de bras et arrêtent des productions. Laprade est assassiné : le bassin d'emploi d'Arudy est sinistré. Les personnels des urgences de l'hôpital de Bayonne sont en lutte depuis plusieurs semaines pour exiger simplement les moyens de faire fonctionner leur service décemment. Des centaines de postes de personnels précaires et de personnels titulaires disparaissent dans les divers services publics du département, dans le cyclone de la Révision Générale des Politiques Publiques et de l'application du principe sarkozien de la sauvegarde de l'équilibre budgétaire par la suppression de dizaines de milliers de postes dans l'emploi public.

Dans le même temps, en France, 64 000 emplois ont disparu en novembre, 45 000 en décembre, 90 200 en janvier ! Le pôle emploi, construit sur les ruines de l'ANPE, explose sous les demandes et à cause du manque de moyens. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a crû de 23,1 % en un an et de 5,1 % en seulement un mois. Dans la seule métropole, sans compter les situations, tragiques de ce point de vue, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et des autres territoires d'outre mer, Pôle Emploi compte actuellement 3 506 000 demandeurs d'emploi dont 2 204 500 sont chômeurs : La précarité s'accroît, et ce sont les travailleurs en contrats précaires qui subissent les licenciements le plus durement, dans le public comme dans le privé.

L'INSEE prévoit la perte de 170 000 emplois pour le seul premier semestre 2009.

Et le gouvernement s'obstine à détruire l'emploi public et à refuser de le considérer comme une solution, au moins partielle, au chômage croissant.

Eurostat, l'Office Européen de Statistiques annonce une baisse de la production de 12 % en un an en Europe. Et cela avant les nouvelles dégradations qui se répandent en Europe de l'est et chez nous.

Ce qui n'a pas empêché les entreprises du CAC 40 de verser 43 milliards d'euros de dividendes, soit une progression de 14 % en un an, soit un taux de distribution moyen des bénéfices de 42 %...

Total, dont la richesse initiale est issue du sous-sol de notre département et surtout du travail des salariés béarnais et basques, a annoncé un résultat de 13,9 milliards d'euros, en hausse de 14 %. 37 % de ces bénéfices, soit plus de 5 milliards d'euros, iront aux actionnaires.

Un plan présidentiel voué à l'échec

Tout cela montre que si la crise existe, ce sont surtout les salariés qui la rencontrent. Les dizaines de milliards dégottés par le président de la République et le bouclier fiscal soulagent les malheureux banquiers, actionnaires et spéculateurs des affres de la ruine immédiate. Leurs parachutes dorés les mettent à l'abri des terrifiants pépins de la réalité. Des deltaplanes confortables conduisent les hommes du président à des postes stratégiques et rémunérateurs.

Le président de la République a trouvé quelques milliards pour tenter d'éviter une révolte des salariés, **sans rien changer à la logique qui a conduit à la crise**. Les situations les plus injustes explosent dans de grandes grèves exemplaires dans les Antilles et dans l'Océan Indien.

Un homme est mort, assassiné. Est-ce vraiment un hasard que ce fût un syndicaliste ?

Il y a quelques jours, Henri Houdebert, le vice président du conseil régional en charge du budget annonçait une dégradation rapide de la situation financière de l'Aquitaine. La dette régionale pourrait passer de 343,5 millions d'euros en 2009 à 1 305 millions d'euros en 2013, en dépit d'une prévision d'augmentation de 3 % **par an** des impôts régionaux, si la politique du gouvernement se poursuivait. En plus des compétences légales régionales qui s'accroissent au détriment du caractère national et égalitaire des orientations des services publics, l'Etat prévoit de faire basculer vers l'Aquitaine la responsabilité de près de 2 milliards d'euros d'investissements lourds : TGV, régénération des voies existantes, achat de matériel roulant surtout. Des sommes importantes passeront également à la charge des départements, dont celui des Pyrénées atlantiques. Au prix d'une pression fiscale inégalitaire accrue et de programmes sociaux qui seront écartés « en raison des nécessités des priorités budgétaires »...

La principale réponse du président de la République à l'expression massive de 2,5 millions de salariés dans les rues le 29 janvier a été l'annonce de la suppression de la taxe professionnelle. La taxe professionnelle est la principale ressource des collectivités locales, qui réalisent 73 % des investissements publics, soit 43 milliards d'euros pour les seules communes. On imagine l'avenir de la commune et du canton d'Arudy qui ont déjà perdu, en quelques années, des centaines d'emplois, dont certains dans des productions de pointe. Une décision semblable prise par Mme Thatcher avait conduit inéluctablement à moins d'actions publiques au service des populations, à la dégradation des services publics, à un accroissement de la pauvreté, à une baisse de l'enseignement, de la qualité des soins.

Dans ces conditions, il apparaît que le plan Sarkozy et les dizaines de milliards empruntés, plan de relance, mesures d'aide aux banques, fonds d'investissement stratégique, ne changent en rien la logique qui a abouti à l'explosion de la crise. On le voit déjà avec la permanence des profits indécents, des distributions ahurissantes de dividendes, avec le refus patronal de renoncer aux prélèvements financiers élevés et aux bonifications personnelles, avec la multiplication des licenciements et de la précarité : ce plan risque tout au plus de relancer la recherche de rentabilité financière plus que le dynamisme économique.

Avec l'exonération de la taxe professionnelle, la multiplication des facilités de trésorerie pour les grosses entreprises, les contributions à leur profitabilité, les mesures d'accélération des grands travaux (même si ces dernières ont des aspects positifs, en dépit des transferts de charge vers les collectivités territoriales), le plan du président de la République peut avoir quelques effets marginaux sur le taux de chômage. Mais il se présente surtout comme un vaste gâchis de moyens, au prix d'une précarité accrue et **d'une insuffisance accentuée des qualifications**.

Une autre logique est possible et nécessaire

Pour aborder sérieusement la solution à la crise, il faut répondre aux exigences exprimées dans la rue le 29 janvier : il faut donner **immédiatement** un coup d'arrêt à la dégradation des droits sociaux. Il faut augmenter **immédiatement** les salaires et les retraites. Il faut **immédiatement** arrêter les suppressions de postes dans les services publics et revenir sur celles qui ont été commises, mettre de l'argent dans le développement et l'amélioration de ces services publics.

Il faut surtout changer de logique économique, mettre en œuvre une autre façon de produire, une autre productivité. On ne doit pas laisser le financement aux mains des seuls banquiers et surtout aux mains des dirigeants d'entreprise et des personnels politiques qui ne savent qu'orienter l'argent vers la rentabilité financière. Il s'agit de construire une croissance qui se fonde sur les besoins de la population, qui respecte l'environnement, qui donne toute sa place au développement des salariés : formation, protection sociale, santé, libertés et droits sociaux, développement culturel.

Le raisonnement qui est souvent opposé à ces exigences élémentaires des salariés est qu'il faut tenir sa place dans la compétition européenne et mondiale. Certes. Mais on peut aisément constater que les mêmes problèmes sont rencontrés dans quasiment tous les pays, pour les mêmes raisons. Dans chacun de ces pays, des réflexions semblables à celle des salariés français, des exigences semblables à celles des salariés français se développent et s'expriment. Même les pays dictatoriaux où les salaires très bas ont permis les délocalisations, se retrouvent devant des problèmes semblables.

La seule solution pour résoudre sur la durée les très graves problèmes causés par le développement du système de production est de briser avec sa logique et de répondre aux revendications des salariés.

Ce qui semblait invraisemblable il y a quelques mois : sortir du dogme « libéral », est maintenant imposé par la réalité et même les plus farouches défenseurs du dogme prétendent vouloir l'abandonner.

Dans la réalité, les intérêts de classe étant ce qu'ils sont, ils ne le veulent pas vraiment et espèrent encore sauver les meubles en changeant de peinture.

Salariés, encore un effort !

Les actions entreprises depuis quelques mois, l'ampleur des manifestations du 29 janvier **et surtout l'accord maintenu par les huit organisations syndicales sur la plateforme commune de début janvier**, tout cela nous donne les moyens de créer le rapport de forces qui parviendra à ce qui semble invraisemblable encore aujourd'hui : changer vraiment, pallier au mieux pour les salariés les effets de la crise et créer une nouvelle logique économique qui permettra une société plus juste.

Le chemin pour y parvenir n'est cependant pas une avenue dégagée. Toute cette semaine et le début de la semaine prochaine, le ministre de la Fonction Publique et le secrétaire d'Etat ont reçu et recevront les organisations syndicales. Elles ont exigé et exigeront la suppression des 30 000 suppressions de postes, une augmentation de la valeur du point d'indice. Elles ont dit et diront que c'était une hérésie de fermer maintenant les portes du recrutement alors que le chômage explose.

La réunion plénière prévue le 3 mars, qui sera une espèce de sommet social des fonctionnaires, risque d'être à peine une colline tant que les salariés ne manifestent pas plus clairement et plus fort leurs exigences. Les organisations syndicales sont conscientes, ensemble, qu'il s'agit surtout pour le président de la République de continuer son travail de prestidigitateur au bénéfice des riches, et de simplement afficher une volonté de dialogue social.

Il nous reste à imposer plus clairement notre message, contenu dans la plateforme commune, et à créer, **par une participation massive aux grèves et aux manifestations du 19 mars**, le rapport de forces qui imposera le changement. Oui, on le peut !